Zeitschrift: Zivilschutz = Protection civile = Protezione civile
Herausgeber: Schweizerischer Zivilschutzverband
Band: 39 (1992)
Heft: 6

Werbung

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 23.10.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

gen keinen Anspruch auf gesamtschweizerische Repräsentativität erheben können, bestätigen sie bekannte Erkenntnisse.
Wie im bundesrätlichen Bericht vom 26. Februar 1992 über Einsatz und Organisation des Zivilschutzes festgehalten wird (vgl. Ziffer 51 des Zivilschutzleitbildes), wird in Zukunft der freiwilligen Mitarbeit der Frauen im Zivilschutz eine grosse Bedeutung zukommen, insbesondere auch mit Blick auf eine noch bessere Verankerung des Zivilschutzgedankens in der Bevölkerung. Es gilt, die mit der Reform 95 verbundenen Chancen ebenfalls in dieser Hinsicht zu nutzen. Konkret sollte in einer ersten Phase, das heisst bis 1995, in allen ZSO ein Frauenanteil von mindestens 5 % angestrebt werden, wobei eine möglichst ausgewogene weibliche Vertretung in allen Funktionen und Diensten von Vorteil wäre.
Es ist und bleibt aber in erster Linie Sache der Gemeinde – der Hauptträgerin des Zivilschutzes – sich um die aktive Mitarbeit der Frauen in ihrer ZSO zu bemühen. Die Erfahrung zeigt, dass die Selbstdarstellung der ZSO – insbesondere im Rahmen gut vorbereitender und straff geführter jährlicher Übungen (Wiederholungskurse) – das beste Werbemittel bedeutet.
Der Vollständigkeit sei erwähnt, dass das BZS zur Zeit zwei neue Informationsschriften zur Mitarbeit der Frauen im Zivilschutz vorbereitet. Bei der ersten geht es um die Aktualisierung des letztmals im Oktober 1988 überarbeiteten Faltprospektes «Zivilschutz auch für Frauen» unter Berücksichtigung der Neuorientierung des Zivilschutzes. Die zweite Schrift richtet sich an Angehörige des Militärischen Fauendienstes (MFD) und des Rotkreuzdienstes (RKD), die zum Zivilschutz übertreten möchten. Die letztgenannte Kurzinformation soll den Interessentinnen im Zeitpunkt ihres Austritts aus der Armee überlassen werden in der Hoffnung, dass sich auf diese Weise motivierte Frauen noch vermehrt durch den Zivilschutz angesprochen fühlen. ▲

Rapport fédéral 1/92 organisé à l'intention des chefs cantonaux de la protection civile

Les femmes sont en général bien motivées

kam. Les femmes qui font partie de la protection civile sont peu nombreuses, mais motivées et compétentes. Ces constatations ressortent d'une enquête que la commission «La femme et la défense générale» a effectuée auprès des organisations de protection civile, dans des villes et des communes de différentes grandeurs. Lors du rapport fédéral organisé à l'intention des chefs cantonaux de la protection civile, la question de la participation de la femme dans la protection civile a été une nouvelle fois évoquée. Des précisions ont en particulier été données sur l'avancement des travaux entrepris au sein de la commission «La femme et la défense générale». Les chefs des offices cantonaux avaient déjà été informés de l'activité de cette commission lors du rapport de novembre 1990 (voir revue *Protection civile* 4/91).

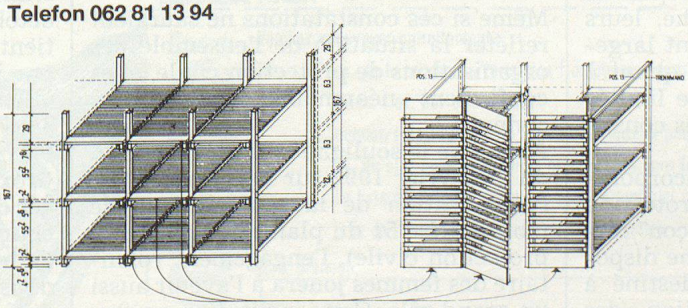
Cette commission s'est depuis lors essentiellement consacrée à sensibiliser les organisations faîtières des associations féminines suisses à divers aspects de la politique de sécurité. Dans ce contexte, elle a organisé plusieurs réunions d'information qui ont connu un réel succès; à cet égard, il y a lieu de citer notamment le colloque ayant pour thème «La femme et la sécurité», qui s'est tenu le 19 février dernier à Gerzensee, sous la présidence de M. Matthias Haller, professeur à l'Université de St-Gall.
Au printemps 1990, des propositions ont été soumises au Conseil fédéral. Elles concernaient une formation de base obligatoire dispensée aux femmes, éventuellement aussi aux hommes non astreints à servir dans l'armée ou la protection civile. Chaque citoyen et chaque citoyenne seraient ainsi instruits sur la manière de se comporter dans des situations de nécessité de plus ou moins grande envergure. Dans son rapport 90 sur la politique de sécurité, le Conseil fédéral précise que ce principe est à l'étude. Ce thème sera donc repris dans le cadre des travaux relatifs au remplacement éventuel de l'obligation de servir dans l'armée et la protection civile par une obligation générale de servir.
La commission «La femme et la défense» poursuit son activité. Par des actions ponctuelles, elle cherche à créer les conditions-cadres qui permettront de coordonner le mieux possible la participation des femmes dans les principales institutions relevant de la politique de sécurité. L'année dernière, elle a notamment réalisé une enquête en collaboration avec l'OFPC et l'Association professionnelle suisse de protection civile des villes. Un questionnaire concernant l'évolution du service volontaire dans la protection civile a ainsi été remis à quelques cent organisations de protection civile de différentes grandeurs dans les cantons de Zurich, Appenzell Rhodes-Extérieures, Zoug, Soleure, St-Gall, Argovie, Tessin, Valais, Vaud et Genève, ainsi qu'à diverses villes d'autres cantons.

Voici en substance les principaux enseignements qui se dégagent des réponses fournies par 72 organisations de protection civile:

1. Au cours des cinq dernières années, les organisations de protection civile

PLANZER HOLZ AG 6262 LANGNAU LU

Telefon 062 81 13 94



SYSTEM PLANZER
unschlagbar in

– Stabilität
– Einfachheit
– Verwendbarkeit

Alles verschraubt
Doppelliegen lieferbar
Platzsparende Lagerung

Preis ab **Fr. 52.–**
pro Schutzplatz

ACHTUNG: Zivilschutzorganisationen können die Liegen in kommunalen Übungen preisgünstig selber anfertigen. – Rufen Sie uns an.